

Propos introductifs du Président de la République lors du conseil de planification écologique (CPE) depuis le salon REuse Economy.

Emmanuel MACRON

Monsieur le Premier ministre,
Mesdames, Messieurs les ministres,
Mesdames, Messieurs,

Merci beaucoup d'être là. Je voulais qu'on puisse se réunir à l'occasion de ce salon sur l'économie circulaire et la réutilisation est une bonne illustration d'une partie des leviers d'action que nous avons et que nous avons encore en main, même si on les a activés par les lois des dernières années, dites AGECE et autres, qu'on puisse donc réunir un nouveau Conseil de la planification écologique, à la fois à quelques jours de l'ultime mise en consultation de la Stratégie nationale bas-carbone, et quelques semaines après la publication par le Gouvernement de la Programmation pluriannuelle de l'énergie, qui était tant attendue, et du plan électrification. La planification écologique, c'est l'engagement que j'avais pris devant les Françaises et les Français, c'est l'idée d'avoir justement auprès du Premier ministre, coordonnant l'action de beaucoup d'entre vous, une vision commune, et au fond de réconcilier, je dirais, plusieurs objectifs qu'on a trop souvent opposés artificiellement : le climat et la biodiversité, la souveraineté et la compétitivité.

Notre stratégie écologique et cette planification permettent véritablement de les réconcilier. Je veux dire qu'il n'y aura pas de compétitivité durable si elle ne touche pas les questions justement de souveraineté et d'écologie, et réciproquement. Ce triangle est à prendre comme un tout. On l'a vu ces trois dernières années, la dépendance aux énergies fossiles de l'Union européenne est une fragilité, on l'a vu au moment de la guerre d'agression russe en Ukraine. On le revoit aujourd'hui à Ormuz avec le blocage de ce détroit avec, à chaque fois, les mêmes ressorts, c'est-à-dire que nos dépendances aux hydrocarbures fossiles touchent évidemment beaucoup de chaînes d'activité : notre compétitivité, la compétitivité du pays, de plusieurs segments industriels. Notre dépendance aussi, par exemple, aux engrais et aux fertilisants non européens, à ces deux reprises, a aussi été touchée.

On voit, qu'il s'agisse donc des plastiques, des engrais, de la chimie lourde, nos dépendances ainsi se révéler. A côté de ça, je crois que ces dernières années, on a conforté et consolidé des choix énergétiques pertinents. On aura l'occasion d'y revenir, mais tout le travail qui a été fait, la stratégie de Belfort annoncée en février 2022, permet à la France, en ayant terminé aussi tous les travaux de grand carénage et de pouvoir utiliser quasi à plein potentiel le parc actuel, et en ayant décidé aussi de capacités nouvelles sur le plan à la fois renouvelable et nucléaire. Elle nous permet d'avoir l'un des mix les plus efficaces, d'avoir une politique de production énergétique qui est la bonne et qui nous permet d'aller dans le sens d'une réduction de notre dépendance aux fossiles et d'une amélioration de la facture énergétique. Notre ambition est claire avec la planification écologique, c'est de passer de plus de 60 % d'énergie fossile dans notre consommation à moins de 40 % en 2030. C'est atteignable, ce qui permettrait d'économiser entre 20 milliards et 40 milliards d'euros par an sur la balance commerciale.

Ça représente un point à deux points de PIB. Donc on ne parle pas d'une petite chose et c'est tout à fait faisable. C'est l'objectif de cette planification écologique qui permet donc de combiner une série d'objectifs, comme je viens de l'évoquer, à travers différents leviers. Si on regarde notre bilan des dernières années en matière d'émissions de gaz à effet de serre et de biodiversité, il est bon sur l'ensemble des deux quinquennats. Entre 2017 et 2023, on a réduit nos émissions d'au moins 20 %. La France, c'est grâce à son parc nucléaire, aux choix qui ont été faits, aux pratiques aussi de décarbonation, d'électrification, à la fois dans les usages dits de mobilité, comme sur nos sites industriels, ont commencé à donner leurs premiers effets. Entre 2017 et 2022, nous avons doublé le rythme de réduction des émissions par rapport à la période précédente. Nous sommes passés de 1 % à 2 % par an.

Entre 2022 et 2024, on a à nouveau doublé. On a été au-dessus des 4 % de réduction, ce qui est une très bonne chose. On a ainsi pu rattraper une bonne partie du retard qui nous avait été laissé et qui avait conduit à cette fameuse inaction climatique qui condamne la période, je le rappelle, 2015-2018. Pas du tout la période 2017-2022. On a été sur cette phase de reconquête qui est très bonne. On a repris en main notre destin énergétique avec des vrais résultats et qui sont l'illustration de ce que j'évoquais à l'instant, puisque nous sommes devenus en 2025 exportateurs d'électricité, là où en 2022, on importait parce qu'on n'utilisait pas à plein le parc, et qu'on était en fin de cette période de grand carénage. En 2025, on exporte 90 TWh, ce qui fait de nous non seulement un pays de production d'énergie décarbonée pilotable, mais un pays d'export.

Néanmoins, il faut être lucide, en 2024 et 2025, notre rythme de réduction des émissions a ralenti. Il ne faut pas le laisser s'installer. C'est pour moi l'un des objectifs aussi de ce Conseil. Il y a besoin d'un réveil, parce que les habitudes reprennent le dessus. Il y a beaucoup de secteurs qui sont là pour dire : « Ce n'est pas le moment, ne venez pas nous ennuyer ici, tout ça n'est pas bon », et qui, ce faisant, consolident nos dépendances. Partout où on ne change pas les habitudes, où il y a derrière des mauvais résultats, on construit la non-compétitivité de demain, les émissions d'aujourd'hui, et le manque de souveraineté. Il ne faut absolument pas renoncer à nos grands objectifs, sortir des énergies fossiles, électrifier les voitures comme les bus, les trains, etc., décarboner notre industrie, qui sont des nécessités, et qui d'ailleurs sont des nécessités nationales et européennes.

On a obtenu de vraies avancées au niveau européen depuis un an. L'Europe a suivi ce modèle français, et avec, là aussi, des principes simples qui ont irrigué notre action ces dernières années. Jamais d'objectifs irréalistes sans les moyens de les atteindre. C'est d'ailleurs pour ça que lorsque l'on a fixé des nouveaux objectifs en 2040, on a dit au niveau européen : « hors de question de les prendre si on ne prend pas les décisions pour se rendre capable de les obtenir ». Deuxièmement, une décarbonation au profit de nos industries. C'est totalement faux de dire que la voiture électrique, ce serait une histoire de bobo, etc., aller à Douai ou ailleurs expliquer que c'est une histoire de bobo. On a recréé de l'emploi industriel avec la décarbonation et l'électrification de notre parc véhicule. Là où, il y a 10 ans, il n'y avait pas une production en Europe de batteries électriques, on a des gigafactories, je prends toujours l'exemple, justement, de Douai. Je pourrais parler de Douai et de Maubeuge en même temps, mais on produit de la batterie électrique, maintenant, là-bas, on reproduit de la R5 électrique sur notre sol, et on produit la R4 à Maubeuge. On a montré qu'on pouvait réindustrialiser par ce levier.

Une politique de réciprocité, c'est aussi pour ça qu'on tient, dans tous les domaines du jeu, à ces fameuses clauses miroirs. C'est-à-dire que l'on veut que les acteurs avec lesquels on commerce aient les mêmes contraintes que celles que l'on se donne, parce qu'on pense qu'elles sont justes. C'est pourquoi, aussi, nous devons poursuivre nos efforts pour assurer ce maintien au niveau européen. Je pense à ces mécanismes dits ETS ou MACF, sans rentrer dans le détail ici, mais qui sont des vrais référentiels. Je pense aussi à la préférence européenne, qui réconcilie, encore une fois, compétitivité, souveraineté et climat. Ce combat européen est indissociable de celui qu'on a mené au niveau français. J'ai bien noté, ces dernières années, que l'écologie était devenue une cible facile, en particulier pour les extrêmes, et qu'elle est le théâtre d'opérations d'un populisme. Toutes les options, les actions qu'on a menées ont été prises sur la base de la science. Je pense qu'il faut continuer de le faire.

Partout où nous avons des questions, c'est la science qui doit éclairer nos choix. Ensuite, il y a une réalité qu'on ne peut pas nier, qu'il s'agisse du climat, de la biodiversité, mais aussi de notre compétitivité, il faut s'appuyer sur ce qu'on sait mesurer et ce qu'on a fait. A ce titre, nous devons continuer à avancer sur des enjeux très concrets. L'électrification, l'économie circulaire, l'accompagnement aussi des collectivités, la lutte, également contre la désinformation climatique. Ce salon, d'ailleurs, illustre très bien l'enjeu de tout cela. Il nous faut continuer à avancer sur ces sujets d'éco-conception et de réemploi, on le voit bien, en particulier sur le plastique. On va y venir dans nos débats. En accompagnant les collectivités qui souhaitent s'engager pour permettre l'atteinte de nos obligations européennes, après une concertation approfondie pour la mettre en œuvre.

Je rappelle qu'aujourd'hui, nous payons un milliard et demi d'euros parce qu'on ne respecte pas les normes européennes sur la consigne. S'il y a des ministères qui ont un milliard et demi d'euros en trop, il faut tout de suite le signaler. Si on pense que c'est un bon usage et de bons choix collectifs de dire : « La consigne, ça contredit certains ou certains autres » et donc, il ne faut surtout pas y aller. Alors que des pays comme les Britanniques sont en train d'y aller à la marche forcée, que nous étions naguère en avance, expliquez aux gens que l'on a les moyens de payer chaque année un milliard et demi à l'Europe parce qu'on n'est pas au rendez-vous des obligations que l'on s'est données. C'est nous qui l'avons choisi, pour nous-mêmes, parce que c'est bon. Ce qui est montré dans le salon, on le montre très bien, d'ailleurs, ça réduit notre dépendance aux intrants et aux matières pour produire parce qu'on réutilise. On crée de l'emploi local, non délocalisable.

On recrée de la compétitivité sur certaines filières parce qu'on réduit aussi la volatilité des prix, parce qu'à chaque fois qu'on produit du consommable à usage unique, on dépend du prix des intrants. Si on a Ormuz de fermé pour trois ou quatre mois, le prix des intrants monte. Là où on fait de la réutilisation, on crée de la résilience, y compris sur ces prix. Je pense qu'il faut maintenant bouger. La consigne pourra faire partie des leviers d'action à étudier. Je demande au Gouvernement sous l'autorité du Premier ministre d'engager les concertations pour définir les actions concrètes qui nous permettront d'atteindre l'objectif de recyclage en 2030 et réunir à cette fin l'ensemble des acteurs de la filière pour identifier le chemin le plus réaliste pour y arriver. On sait qu'il y a des modèles variés, on sait qu'il y a des gens qui ont avancé. Il ne faut pas déstabiliser des filières qui se sont mises en place.

Je pense qu'il faut continuer à avancer là-dessus. Il faut continuer aussi à consolider notre bilan sur la réutilisation, sur la partie industrielle. La REP, on l'a longuement évoquée autour de ce salon et on y reviendra. Je pense qu'il faut défendre le bilan qui est le nôtre parce qu'il montre qu'il y a un chemin possible. Je pense qu'il ne faut pas désespérer les gens. Il faut sortir des oppositions stériles. Nous ne sommes pas confrontés, comme nation, à une forme d'alternative qui serait : « on ne change rien parce que tout peut continuer et il ne faut pas nous ennuyer » ou « il faut faire de la décroissance pour faire de la bonne écologie ». C'est faux. Il y a la possibilité, par le changement des pratiques avec les bonnes incitations, par de l'organisation collective, par de l'innovation, c'est aussi pour ça, c'est au cœur de France 2030, de ce qu'on a fait, par une construction cohérente nationale et européenne, il y a la possibilité d'avoir des résultats.

On l'a montré en passant d'1 % de réduction de nos émissions de CO₂ à 2 %, puis à plus de 4 %. Là, le petit repli que l'on a montre simplement qu'on rentre à la fois dans le dur, qu'il y a aussi des mauvaises habitudes qui ont parfois repris le dessus. Il est important de relancer les choses. L'objectif de ce Conseil de planification écologique est qu'on puisse faire un bilan un peu détaillé. Je propose qu'on le fasse dans le premier temps de nos échanges. Qu'on puisse ensuite faire un point sur le plan d'électrification, qui est essentiel. Le Premier ministre a eu raison, au-delà des aides de court terme pendant la crise, de relancer les choses sur ce volet. Que l'on puisse ensuite faire un point plus détaillé sur l'économie circulaire et le Plan plastique, que l'on finisse sur la planification territoriale, qui est évidemment un des leviers clés pour mettre tout cela en œuvre. Merci beaucoup.